

# Les origines et les limites

---

*Les débuts du réformisme socialiste en Belgique*

Pascal DELWIT et Jean PUISSANT

## Le socialisme belge au carrefour européen

Après Karl Lamprecht, Henri Pirenne a qualifié la Belgique de microcosme de l'Europe occidentale<sup>1</sup>, de lieu de contact, de croisement et d'affrontement entre l'Europe latine et l'Europe germanique, entre le Sud et le Nord, entre le catholicisme et le protestantisme.

C'est cette particularité qui fondait, selon le grand historien, l'identité et l'unité de ce pays. D'autres auteurs ont souligné le caractère de « laboratoire social » (Henri Charriault), de « champ d'expérience de l'Europe » (Élisée Reclus). Le sociologue Benjamin Seebohm-Rowntree fournit une contribution à la solution du problème de la pauvreté en Grande-Bretagne en analysant « l'expérience pleine d'intérêt » de ce petit pays contrasté<sup>2</sup>.

Se pencher sur la social-démocratie belge, c'est traiter d'une région largement ouverte aux influences européennes et où on a donné des réponses, parfois originales, aux questions posées dans les pays voisins.

La constitution politique libérale (1831) a permis à la Belgique d'être une terre d'exil, terre d'asile ; la liberté de la presse précoce en dehors des attaques contre des souverains étrangers a rendu possible la diffusion de toutes les idées et de toutes les informations.

## Les origines idéologiques du socialisme belge

### Les influences européennes

Dès l'indépendance acquise par une bourgeoisie ascendante de langue française, l'influence du grand voisin méridional a été considérable. Les œuvres des écrivains français sont reproduites et diffusées à bon marché, de nombreux journalistes et artistes français travaillent en Belgique. La France orléaniste est avec l'Angleterre la principale garante de l'intégrité de la souveraineté du nouveau pays. En raison du développement économique rapide et de ses conséquences sociales, il n'est pas surprenant d'observer l'intérêt parfois enthousiaste de fractions de la jeune bourgeoisie intellectuelles pour les missions saint-simoniennes qui traversent le pays ou pour les écrits de Fourier<sup>3</sup>.

D'un autre côté, les troubles politiques dans l'Europe du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle (1848) ont amené de nombreux exilés à Bruxelles. Si Giuseppe Mazzini a en fin de compte peu de contacts en Belgique, il y trouve des appuis notamment au début des années 60 dans la tentative d'*alliance universelle*, les républicains allemands sont présents, Karl Marx en premier ou Friedrich Oetker. Mais si le séjour bruxellois de Marx est d'une grande importance pour lui, il ne l'est pas pour les Belges<sup>4</sup>. À nouveau, ce sont les Français, les plus nombreux, qui apporteront avec eux les idées d'égalité, de république démocratique et d'anticléricisme<sup>5</sup>. La présence réitérée d'exilés de juin 1848, de l'Empire puis de la Commune se manifeste non seulement dans les cercles de la bourgeoisie intellectuelle, chez les militants, mais aussi au sein des milieux ouvriers en contact quotidien avec de nombreux ouvriers français réfugiés dans les pays ou émigrés eux-mêmes en contact avec la classe ouvrière française à Paris, dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, dans le textile à Lille, Roubaix, Tourcoing ou la métallurgie dans les Ardennes.

Encore faudrait-il évoquer les influences néerlandaises, celle de Domela Nieuwenhuis, celle de nombreux travailleurs hollandais présents dans les organisations syndicales et politiques.

Le ralliement des sociétés belges à l'Internationale anti-autoritaire à partir de 1870 n'est sans doute pas l'indication d'un accord entier avec les thèses de Bakounine mais l'affirmation d'un très vif autonomisme. L'anarchisme reste en Belgique fondamentalement minoritaire et épisodique<sup>6</sup>.

La Belgique apparaît donc d'un point de vue socialiste, comme une confirmation de la thèse de Pirenne par son aspect de carrefour européen.

### Les sources autochtones

La Belgique, en général, ne se caractérise ni par de grands penseurs, ni par de grands doctrinaires, ni de grands idéologues. Il s'agit plus d'un pays de peintres que de philosophes. On y manie plus la matière que les idées. Le mouvement socialiste n'y déroge pas, mais trois figures émergent néanmoins.

Celle de César De Paepe (1842-1890) qui, en contact avec les personnalités marquantes de la Première Internationale, s'y distingue par ses apports sur le collectivisme (la propriété collective des moyens de production, la terre en particulier) qu'il retient dans l'œuvre de Jean-Baptiste Collins<sup>7</sup> et sur l'organisation des services publics dans la société future (congrès de Bruxelles, 1874). Il est donc dans un premier temps un allié de Marx dans son opposition aux mutuellistes, mais refuse de le suivre dans sa condamnation radicale de Bakounine et patronne enfin la position autonomiste des sections belges<sup>8</sup>.

Émile Vandervelde, pour sa part, qui s'est affirmé rapidement comme le chef de la jeune représentation parlementaire du POB puis comme le « patron » du parti, est l'auteur d'une œuvre abondante. Il est sans doute plus important comme analyste (ses travaux sur les unions professionnelles, la propriété foncière) que comme penseur original, encore que son *Socialisme contre l'État* mérite d'être cité. Nourri de proudhonisme puis de Marx, comme il le dit lui-même, il est certainement un homme de synthèse, art qu'il a pratiqué avec efficacité au sein du Parti ouvrier

belge où il rapproche systématiquement les opinions divergentes, mais aussi comme président de la II<sup>e</sup> Internationale<sup>9</sup>.

Le dernier, Henri De Man, est sans doute le penseur le plus original mais aussi le plus évolutif. proudhonien jeune, marxiste intransigeant ensuite, il se démarque de ce moule au lendemain de la première guerre mondiale puis s'oriente vers un socialisme populiste, réformateur et national pour enfin plaider pour un régime social autoritaire et collaborer avec les autorités allemandes d'occupation en 1940. Nous y reviendrons.

Henri De Man a néanmoins marqué plusieurs générations de militants par la diffusion d'une culture socialiste anticapitaliste destinée à former les dirigeants des institutions socialistes à la Centrale d'éducation ouvrière (1911) et de l'École ouvrière supérieure (1919), et par ses propositions de réformes de structure et de contrôle de l'économie contenues dans le Plan du travail (1933).

À ces trois personnalités, il faut ajouter le premier pédagogue du mouvement socialiste, le seul d'origine ouvrière qui a été durant sa longue vie militante un publiciste inlassable (brochures, articles de journaux, livres d'histoire, biographie) qui a expliqué ses conceptions du socialisme au plus grand nombre et qui, loin des réflexions théoriques, a toujours défendu un socialisme pratique, « opportuniste »<sup>10</sup> proche de Benoît Malon (France) et d'Edouard Bernstein (Allemagne) : Leo Bertrand.

### *Les origines pratiques de la social-démocratie belge*

#### Les influences européennes

D'un point de vue politique, la source d'inspiration est sans conteste le Parti socialiste allemand et le programme de Gotha qui ont inspiré à des militants gantois la volonté de créer un Parti socialiste flamand d'abord (Gand, 1877), qui s'engagerait dans la lutte politique. Ces premiers socialistes n'ont pas d'emblée pour objectif unique de créer un parti politique mais

de fédérer les organisations ouvrières existantes au sein d'un parti politique, ce qui ne commence à se réaliser qu'avec la formation du Parti ouvrier belge en 1885<sup>11</sup>.

Ce sont les syndicats qui constituent le premier pôle de développement du nouveau parti, à Gand en 1877 comme à Bruxelles en 1885, au point qu'il est possible de parler de *Labour Party*, de représentation politique des syndicats<sup>12</sup>. De nombreux élus locaux du parti défendraient devant les conseils communaux les revendications des syndicats : minimum de salaire, règlements de sécurité du travail, limitation du nombre d'heures prestées. À Bruxelles, dès 1875, ce sont les *Trade Unions* britanniques qui servent de modèle dans le Hainaut houiller, les *Knights of Labour* américains avaient d'abord fait école par l'intermédiaire des verriers<sup>13</sup>, mais dans les années 90 le syndicat général des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais offre un nouveau modèle imitable. Vers 1905, ce sont les syndicats allemands qui représentent le modèle d'organisation souhaité.

Malgré l'historicité des origines syndicales du POB, les syndicats restent globalement très faibles en Belgique avant 1914 face à un patronat généralement hostile à toute relation bilatérale et un gouvernement conservateur qui, malgré la législation (1887), ne cherche pas à favoriser ces relations sociales. Sauf exception (imprimerie à Bruxelles, textile à Verviers) les syndicats ne sont pas en mesure d'imposer un accord aux employeurs. Les relations collectives du travail auront une autre origine. La coopération dont il sera question par ailleurs a également des origines européennes. La France dans la formation de nombreuses coopératives de production dans les années 1848-1850, mais aussi le paternalisme socialiste de l'industriel Jean-Baptiste Godin dans son familistère de Guise, d'inspiration fouriériste, qui aura une succursale similaire à Bruxelles. Mais ce sera l'image emblématique des *équitables pionniers de Rochdale* britanniques qui donneront la philosophie et orienteront la pratique du mouvement coopératif de consommation, si important en Belgique<sup>14</sup>.

## Les sources endogènes

Le syndicalisme, à Bruxelles en particulier, a des origines corporatives dans un certain nombre de métiers (la démonstration a été faite de manière précise pour les chapeliers)<sup>15</sup>. L'interdiction de la coalition ouvrière par la loi jusqu'à la révision du Code pénal en 1866 oriente les associations ouvrières vers l'organisation de caisses d'entraide, de secours mutuels plutôt que de véritables syndicats. Cette particularité encouragée par la loi (1873) aura des prolongements importants puisque ce sont les caisses de secours qui, plus tard, permettront aux syndicats de se stabiliser dans la grande industrie<sup>16</sup>.

De manière plus symbolique mais forte, la scission dans les premières organisations présocialistes entre futurs sociaux-démocrates et socialistes révolutionnaires ou anarchistes (1857) se fera sur la question de la création de caisses de secours mutuels et de coopératives préconisées par les uns, refusées par les autres. Le courant qui s'orientera vers la social-démocratie préconisera systématiquement la mise en place de véritables services à la classe ouvrière qui auraient une double fonction : attirer les ouvriers vers le socialisme et jeter les bases d'un mouvement puis d'un parti fortement organisés et disposant de l'armature économique de ces institutions.

Curieusement, la fédération des organisations ouvrières au sein du POB et donc leur ralliement à la lutte politique a pour origine la modification de la loi électorale (1883) entrouvrant la porte, dans un régime de suffrage censitaire, vers un régime de suffrage capacitaire accessible aux élites ouvrières. L'élection de premiers conseillers ouvriers en 1884 explique l'intérêt nouveau porté à la politique dans le milieu associatif. À l'image des « possibilistes » français, d'emblée un programme communal est élaboré qui donne naissance à un socialisme municipal théorique et pratique fort important basé notamment sur le rapport de César De Paepe à l'Association internationale des travailleurs (AIT). Lorsqu'à la suite de la révision constitutionnelle de 1893 qui introduit le suffrage universel (tempéré par

un vote plural), le POB s'empare en 1895 du pouvoir dans de nombreuses communes industrielles, Émile Vandervelde s'écrie : « L'œuvre gouvernementale du POB commence. Les socialistes belges tenteront au congrès de Paris de la II<sup>e</sup> Internationale en 1900 de faire adopter leurs principes en ce domaine contre l'opposition des marxistes qui refusent d'envisager la possibilité de transformer la société par la conquête et la maîtrise des pouvoirs locaux, comme le prétendent les Belges<sup>17</sup>. »

### *Les caractéristiques de la social-démocratie : le socialisme dans un seul village*

#### Les conditions générales

Le POB est à sa création un parti presque exclusivement ouvrier. L'adhésion d'une fraction de la bourgeoisie libérale radicale ne s'effectue qu'à partir de 1894-1895 au moment où commence la vie parlementaire du nouveau parti.

Il s'agit plus d'un parti de classe que d'un Parti socialiste même si les socialistes y sont actifs, fédération d'organisations ouvrières locales ou professionnelles, beaucoup plus que d'organisations politiques<sup>18</sup>.

Pour des raisons de géographie physique et économique (importance des bassins houillers qui traversent tout le pays en Wallonie), de l'exiguïté du pays qui devient un marché unique du travail grâce à la multiplication et à la démocratisation des transports ferroviaires (1870-1884, la Belgique est le pays du monde où le réseau des voies ferrées est le plus dense), de la politique de logement du gouvernement conservateur qui favorise l'accès à la propriété des ouvriers (1887), la Belgique n'a pas connu la formation des méga-agglomérations industrielles comme dans les autres pays industrialisés. La répartition de la population au nord de la Meuse reste relativement équilibrée. Ces divers éléments renforcent le particularisme local au sein du POB, comme d'un point de vue plus général, ce qui constitue un

facteur de sociologie politique de première importance, en particulier en Wallonie où l'appartenance à un parti largement majoritaire n'empêche pas les clivages sous-régionaux aigus.

En raison de l'importance de l'Église dans le processus d'indépendance de la Belgique et son influence dominante dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle au sein d'une société presque exclusivement catholique (protestantisme et judaïsme ne sont présents qu'à l'état de traces), le mouvement ouvrier socialiste s'est largement construit sur l'anticléricalisme, l'areligiosité et bientôt l'athéisme militant. La carte des sociétés de libre pensée recoupe largement la carte industrielle du pays et celle de l'implantation du POB<sup>19</sup>. Le fait que la Flandre ne s'industrialise qu'au XX<sup>e</sup> siècle après l'*aggiornamento* de l'Église (*Rerum Novarum* 1891) explique dans une large mesure sa maîtrise sur la nouvelle classe ouvrière de cette région. Par l'intermédiaire du Mouvement ouvrier chrétien (MOC), la démocratie chrétienne développe une politique organisationnelle (mutualités, coopératives, syndicats et œuvres diverses) qui permet de limiter l'influence du POB en Wallonie et de la marginaliser en Flandre – le catholicisme social et la démocratie chrétienne ont donc créé de leur côté sinon une idéologie, du moins une pratique « sociale-démocrate » concurrente<sup>20</sup>.

### Les éléments constitutifs

D'un point de vue idéologique, il n'est pas possible de dégager une caractéristique dominante ou généralement partagée. Fouriérisme, saint-simonisme, proudhonisme, anarchisme, blanquisme, marxisme ont tour à tour, ou parfois en même temps, irrigué le socialisme belge sans compter le républicanisme ou le progressisme libéral. De ce point de vue, le POB puis le PSB apparaissent comme une sorte d'auberge espagnole où les convives apportent leurs plats préférés, ou une éponge absorbant de manière inégale les matériaux qui passent à proximité. On épilogue toujours sur la nature de la charte de Quaregnon (1894 : constitution et programme du socialisme belge



balançant entre ces diverses influences). En revanche, il faut souligner avec force qu'au contraire de tous les autres partis sociaux-démocrates européens, cette charte n'a jamais été ni abolie ni amendée. La fidélité sentimentale aux origines des militants empêche toute révision même si les pratiques politiques et les énoncés doctrinaux récents en divergent sensiblement.

D'un point de vue pratique, la social-démocratie belge peut être envisagée à travers ses aspects les plus caractéristiques : la coopération et la politique communale.

### L'importance de la coopération ouvrière

Étant donné la faiblesse des syndicats jusqu'à la première guerre mondiale, la technicité des caisses de secours mutuels, la coopérative de consommation a constitué le principal ancrage économique et social du mouvement ouvrier socialiste.

C'est incontestablement le *Vooruit* à Gand, créé avec l'appui du syndicat des tisserands, qui fournit un modèle, à la fois pour le pays mais aussi pour l'Europe entière<sup>21</sup>. Rappelons-en les particularités. Au moment où les prix des céréales s'effondrent en Europe en raison des importations de blé américain, il s'agit de fabriquer un pain de bonne qualité, à prix relativement bas et de le distribuer aux coopérateurs. Il convient donc de pouvoir s'appuyer sur un milieu social fermé ou en voie de formation. L'investissement de départ est faible (four, marchandises) et la trésorerie est alimentée par les coopérateurs qui paient à l'avance les pains de la semaine. Les bénéfices, en cas de bonne gestion, sont immédiats et considérables, et permettent de distribuer aux coopérateurs une ristourne qui représente donc une forme d'épargne fondée sur la consommation. Plus on consomme, plus on épargne. Celle-ci peut servir à fournir dans les magasins spécialisés créés rapidement, des chaussures, du textile, des vêtements, de l'épicerie. Ces nouveaux secteurs fonctionnent sur le même principe que la boulangerie. Mais ils permettent également d'investir rapidement dans de nouveaux bâtiments, des machines, et de créer ainsi

l'ébauche de la boulangerie industrielle et donc de réduire les coûts et d'augmenter les bénéfices. Ces derniers permettent enfin d'ériger des maisons, des « palais » du peuple, lieu de socialisation (au sens social et politique) de la classe ouvrière, lieux de réunions politiques, éducatives, festives d'introduction de la modernité (par exemple le cinéma) dans de nombreux villages, sièges des organisations socialistes et points symboliques de ralliement en cas de crise ou événements (grèves, élections, manifestations). Ce sont de nouveaux lieux de pouvoir qui souvent s'érigent face à l'église, à la maison communale, pour fonder matériellement, face aux autres pouvoirs, la puissance qui se lève<sup>22</sup>. Par ailleurs, les coopératives subventionnent les journaux, les organisations, les campagnes de propagande du parti, mais surtout elles apparaissent comme l'endroit où se forment (au sens sociologique et pédagogique du terme) plusieurs générations de militants et de dirigeants (certainement jusqu'en 1930). À Gand, Edouard Anseele a même essayé de créer un réseau de sociétés anonymes coiffé par la Banque belge du travail (1913), mais qui s'est effondré au cours de la grande crise (1934). Le creuset de la social-démocratie a fait l'effet de nombreuses critiques : « l'épicerie érigée en sacerdoce » (Georges Sorel), le « crétinisme coopératif » (Henri De Man), mais aussi fourni la preuve de son intégration sociale, « le socialisme commercialisé » (Henri Charriaut). « En France les socialistes font de l'agitation, en Belgique, ils font des affaires », écrit le même auteur. La conquête du pouvoir communal (1895), du pouvoir provincial (vers 1900), puis parlementaire (1919) et la participation au pouvoir gouvernemental font perdre progressivement à la coopération le pouvoir qu'elle avait construit d'emblée au sein du POB, d'autant plus que, parallèlement, les dirigeants de coopératives se professionnalisent. La liaison organique entre parti et coopération se distend. Son incapacité à se centraliser, en particulier d'un point de vue commercial, à se moderniser et à s'adapter à l'évolution générale de la société en précipite l'effondrement dans les années 1960 et 1970, et tant du côté

socialiste que du côté chrétien où l'on a transposé le modèle du *Vooruit*. En revanche, subsistent les coopératives d'assurances (Prévoyance sociale, 1907, aujourd'hui Prévoyance et *Voorzorg*) et d'épargne (Coop dépôt, 1935)<sup>23</sup> qui fournissent toujours aujourd'hui un ancrage économique et social du Parti socialiste mais très différent et sensiblement moins important que la coopération des origines. Cet ancrage économique est recherché par le biais de positions au sein de sociétés publiques (intercommunales), parapubliques (banques publiques comme le Crédit communal) ou de sociétés privées voir l'intéressant exemple de la Société mutuelle d'assurances publiques – SMAP –, 1921, créée par des mandataires socialistes pour offrir des assurances aux pouvoirs locaux et aux fonctionnaires).

### La maîtrise du pouvoir local

L'élection dès 1894, d'un important groupe parlementaire socialiste (28 députés) ne doit pas masquer l'impuissance politique d'un parti minoritaire et marginalisé dans un système donné par le parti catholique qui dispose d'une majorité absolue jusqu'en 1919. Après l'échec d'une grève générale en faveur du suffrage universel en 1902, il ne reste au POB que la solution de l'alliance avec le parti libéral, représentant de la bourgeoisie y compris capitaliste. Cette alliance permet au POB de participer au gouvernement de deux provinces industrielles, le Hainaut et Liège.

Mais le pouvoir provincial est strictement circonscrit par la Constitution de 1831, et son rôle est marginal. Il permet surtout aux socialistes de développer un réseau d'enseignement professionnel et d'institutions sociales. En revanche, le pouvoir local, dont l'autonomie, malgré le double contrôle des pouvoirs provincial et central, est plus grande, apparaît, comme nous l'avons expliqué, comme le moyen d'exercer un « pouvoir gouvernemental » restreint mais réel.

Dès 1880, Arthur Duverger écrit : « La commune serait le véritable pivot de la société nouvelle. Elle nommerait elle-

même tous les administrateurs, dirigerait les services publics locaux et constituerait l'organe principal des fonctions publiques. L'État, simple délégation des communes, serait l'expression et la garantie des droits de tous<sup>24</sup>. » Cette conception fédérative, proudhonienne sous-tend la pratique communale du POB. Le type de suffrage en vigueur jusqu'en 1921 limite le nombre de communes dominées par le POB, toutes en Wallonie (79 en 1895). Elles se multiplieront en 1921 avec l'introduction du suffrage universel pur et simple « malgré » le suffrage féminin exigé en compensation par le parti catholique. Cette manœuvre n'empêche pas le POB pendant de longues années de diriger la plupart des communes des bassins industriels wallons, traçant une large écharpe rouge au travers du pays. Le POB détient la majorité absolue dans 246 communes dont seulement 9 en Flandre, 3 à Bruxelles, mais 63 dans la province de Liège et 136 dans la province de Hainaut, il compte 280 bourgmestres<sup>25</sup>. Ces majorités entourent souvent les plus grandes villes toujours dominées par les partis traditionnels, seuls ou en coalition, avec le POB-PSB. Le processus de fusion des communes en 1976 permet au Parti socialiste d'obtenir la majorité absolue dans la plupart des grandes villes wallonnes du sillon industriel ancien. Cette position hégémonique fournit à ce parti l'assise de ses résultats électoraux aux élections législatives dans le sud du pays (aux environs de 40 %) tandis qu'en Flandre où jamais une telle position n'a pu être acquise en aucun endroit, le SP (*Socialistische Partij*) voit aujourd'hui son influence s'effondrer. Le pouvoir communal socialiste, très contesté par l'ensemble de ses adversaires souvent alliés pour tenter de l'ébranler, a eu un rôle de modernisation des infrastructures, de développement des institutions scolaires et sociales, du logement social. De plus, les intercommunales de service ont été complétées après la deuxième guerre par des intercommunales de développement économique sous-régional qui ont contribué aux infrastructures, notamment en créant des zonings industriels destinés à palier le déclin des anciennes industries (années 60 et 70).

## La guerre 1914-1918 : facteur d'intégration

En fait la guerre accélère et accentue l'évolution en germe à la veille du conflit. Des fractions des classes dominantes (le roi Albert, des hommes comme Ernest Solvay, Émile Francqui) pensent intégrer le POB au système politique, économique et social. La guerre leur offre la possibilité d'entreprendre cette opération par l'unanimité patriotique contre l'envahisseur et la nécessité de ravitailler la population. Elle s'est faite avec d'importantes difficultés et contradictions. Néanmoins, des ministres socialistes entrent au gouvernement (1916), et, après l'armistice, un large consensus se fait sur le principe de l'union nationale et d'importantes réformes (comme le suffrage universel, la journée des huit heures, l'abolition de l'article 310 du Code pénal utilisé contre les grévistes). Le plus important se situe dans la création par le ministre socialiste Joseph Wauters de commissions paritaires d'industrie (1919) qui ouvrent la voie aux relations collectives du travail : les syndicats, qui cherchaient depuis 25 ans la relation avec le patronat, s'engouffrent dans cette brèche sans aucun état d'âme<sup>26</sup>. Au même moment, il est décidé de confier aux syndicats l'indemnisation des chômeurs financée d'abord par le reliquat de l'aide internationale puis par le budget de l'État (1919)<sup>27</sup>. Pouvoir économique, pouvoir social, reconnaissance du POB provoquent la croissance brutale des syndicats et leur insertion dans le système social et politique. Soulignons que le monde syndical a connu une croissance spectaculaire. La commission syndicale qui comptait 129 177 membres en 1914 grimpe à 687 610 en 1920. Dans le même temps, la CSC passe de 123 000 à 156 631 membres<sup>28</sup>.

C'est au lendemain de la guerre aussi, sous la pression du monde du travail, que sont établies les allocations familiales. Payées par le patron aux « pères de famille », les allocations familiales étaient « prélevées sur les profits de l'entreprise ». Ce n'était donc pas des cotisations mais bien, comme le souligne Guy Vanthemsche une garantie contre le conflit social : « Stric-

tement parlant, les allocations familiales ne pouvaient être qualifiées d'assurances sociales. Il s'agissait bel et bien d'une forme d'"assurance" contre... les troubles sociaux !<sup>29</sup> »

Il est donc établi depuis la fin de la guerre que la présence de ministres socialistes au gouvernement ne pose plus de problèmes insurmontables. L'expérience du gouvernement Pouillet-Vandervelde (1925) l'attestera. Les socialistes avaient obtenu leur meilleur score électoral en 1925 en récoltant 39,4 % des voix. Cela leur avait permis, fait unique dans l'histoire politique belge, d'accéder au rang de premier parti en termes de sièges : 78 pour les socialistes contre 75 pour les catholiques.

Cette mue dans la pratique et dans le fondement doctrinal du mouvement ouvrier socialiste belge et, plus largement européen, s'accomplit sans révision idéologique majeure. Henri De Man sera un des seuls à s'essayer de la conceptualiser<sup>30</sup>. Son ouvrage *Au-delà du marxisme* fait, en la matière, figure d'œuvre majeure<sup>31</sup>. L'ouvrage avait été publié en Allemagne dès 1926. De Man le précisait d'emblée, *Au-delà du marxisme* se voulait une révision et un dépassement du marxisme à partir d'une remise en cause personnelle<sup>32</sup>.

La différence entre l'analyse et la prospective marxistes constitue un des points de départ de son travail : « Le Marx qui nous intéresse est celui qui vit dans le présent. Ce que vaut l'œuvre d'un homme qui a donné une doctrine à un mouvement se mesure à l'effet de cette doctrine sur ce mouvement<sup>33</sup>. »

De Man rejette l'idée d'une lutte du prolétariat fondée sur l'oppression économique et politique de la bourgeoisie dans le cadre du mode de production capitaliste. Il contredit l'optique d'une division des classes en fonction de critères économiques et d'une situation dans les rapports de production s'appuyant sur la situation américaine pour invalider le propos marxiste : « Bien que les États-Unis d'Amérique soit un pays capitaliste par excellence, il n'y a point de socialisme américain que l'on puisse considérer comme l'expression du mécontentement des masses<sup>34</sup>. » Le vrai problème serait la situation ressentie par la classe ouvrière. On entre de la sorte dans le domaine de la

psychologie sociale<sup>35</sup>. Les réactions de la classe ouvrière ne sont plus conçues sur base de la séparation entre détenteurs ou non des moyens de production et d'échange mais bien en fonction de « l'instinct d'autoestimation » qui entraînerait un « complexe d'infériorité sociale<sup>36</sup>. »

Dès lors, le socialisme doit promouvoir et justifier son action vers deux normes de valeurs préexistantes : les « valeurs vitales », parmi lesquelles « les valeurs spirituelles sont les plus hautes » et les « mobiles du sentiment de communauté<sup>37</sup>. » L'intervention socialiste se conçoit comme une progression de ces valeurs. La révolution constitue l'aboutissement de réformes multiples. L'hypothèque du Grand Soir est catégoriquement rejetée. Le socialisme se construit dans le temps : « Toute activité pratique, qu'elle s'exerce sur le terrain politique, syndical ou dans tout autre domaine est une lutte dont l'enjeu est un objectif déterminé. Et cette lutte finit toujours par un accord, dont le contenu dépend de la relation entre les forces adverses en présence. Même la force qui tend vers un but global ne se réalise jamais que par une série de compromis sur des questions de détail<sup>38</sup>. »

Les travaux de De Man s'inscrivaient dans la croissance des années 20. La crise économique qui frappe les États-Unis en 1929 avant d'atteindre l'Europe nuance très fortement les conclusions auxquelles le penseur belge avait abouti. Cela le mènera à une nouvelle approche théorique.

Bien évidemment, De Man ne fut pas seul à être surpris dans le mouvement socialiste par cette crise. Comme le soulignaient en 1979 Bernard Manin et Alain Bergougnieux, « la crise des années 30 frappa une social-démocratie en plein désarroi ; elle remit en cause l'idée d'une évolution linéaire du capitalisme vers des formes de socialisme et posa même la question de la survie de la démocratie, tout particulièrement du parlementarisme<sup>39</sup>. » La charnière des années 20 et 30 va donner naissance à une réflexion et une action nouvelles sur le rôle de l'État.

En Belgique, l'appel à l'intervention de l'État dans une optique réformiste donna naissance à quelques essais doctri-

naux et à quelques initiatives politiques dont la principale fut *Le Plan du travail* (1933), rédigé par Henri De Man. Cette proposition intervient dans le contexte spécifique du début des années 30. À l'instar d'autres formations socialistes d'Europe, le POB – et plus encore les organisations syndicales socialistes – s'est trouvé démuni face à la crise économique qui frappe le pays. L'inquiétude socialiste est d'autant plus forte que le Parti communiste de Belgique est de plus en plus présent et actif. Après les grèves de 1932, le PCB connut une progression électorale, certes modeste dans l'absolu mais suffisamment significative que pour alarmer les états-majors du syndicat et du parti <sup>40</sup>.

#### Résultat des élections législatives de 1929, 1932 et 1936

	1929	1932	1936
	Pourcentage en suffrages		
Parti catholique	35,4	38,5	27,7
Parti ouvrier belge	36,0	37,1	32,1
Parti libéral	16,6	14,3	12,4
Parti communiste	1,9	2,8	6,1
	Pourcentage en sièges		
Parti catholique	38,0	42,2	30,2
Parti ouvrier belge	37,4	39,0	34,7
Parti libéral	15,0	12,8	11,4
Parti communiste	0,5	1,6	4,5

Comme le pointe son auteur, *Le Plan du travail* est tout entier orienté vers une question : « que faire ? » <sup>41</sup> dans la situation de crise que subissent la Belgique et, plus largement, l'Europe.

Face au développement du capitalisme financier et aux replis nationaux, De Man suggère une modification de l'action socialiste visant moins à se concentrer sur des « réformes de répar-



tion » qu'à prôner des « réformes de structure »<sup>42</sup>. Qu'est-ce à dire ?

Il s'agit de faire jouer un rôle à l'État, à l'échelle de la nation, de manière telle à imprimer une politique économique volontariste. Cette transformation passe avant tout par la socialisation de certains secteurs – en particulier le secteur bancaire. L'objet du plan est défini comme une « transformation économique et politique du pays, qui consiste :

» 1) à instaurer un régime d'économie mixte comprenant, à côté du secteur privé, un secteur nationalisé qui englobe l'organisation du crédit et les principales industries déjà monopolisées en fait ;

» 2) à soumettre l'économie nationale à des directives d'intérêt général tendant à l'élargissement du marché intérieur, en vue de résorber le chômage et de créer les conditions d'acheminement vers une prospérité économique accrue ;

» 3) à réaliser, dans l'ordre politique, une réforme de l'État et du régime parlementaire qui crée les bases d'une véritable démocratie économique et sociale<sup>43</sup>. » Selon les termes de De Man, il y aurait ainsi passage à un « régime d'économie mixte<sup>44</sup>. »

Lorsque les socialistes reviennent au pouvoir en 1935, dans un gouvernement tripartite (libéral, socialiste catholique), Henri De Man fait lui-même son entrée dans le cabinet en devenant ministre des Travaux publics et de la Résorption du chômage. Son plan ne sera que très partiellement mis en œuvre. Il a toutefois contribué à un changement de politique économique dans une approche inspirée des travaux de Keynes<sup>45</sup>.

La stratégie de « gouvernement national » est confirmée par le Parti ouvrier belge après les élections du 28 mai 1936. Cette reconduction s'opère dans un contexte particulier. Le front populaire a gagné aux élections de février en Espagne et vient de remporter les élections françaises. Ce faisant, le Parti ouvrier belge libère ainsi un espace à gauche dans lequel s'engouffre partiellement le parti communiste.

Au sein du POB se développe une opposition aux initiatives de Paul-Henri Spaak et à l'évolution des thèses d'Henri De Man vers le « socialisme national ». Il est ainsi révélateur que Paul-Henri Spaak accepte, en 1938, de constituer un cabinet tripartite sans demander l'investiture de son parti ni consulter les groupes parlementaires.

Certains désaccords internes aux socialistes se focalisent aussi dans les choix de politique extérieure, en particulier la reconnaissance du gouvernement de Burgos dès 1938, c'est-à-dire avant même la fin de la guerre civile. De même, plusieurs socialistes s'opposent à l'application d'une politique de stricte neutralité après l'invasion de la Pologne. Selon José Gotovitch et Jules Gérard-Libois, « l'opposition, dans le POB, aux thèses socialistes-nationales et à son intégrisme neutraliste était en fait constituée par une confluence d'éléments à motivations diverses : les porte-parole de la gauche du parti qui, comme René Delbrouck, à Liège, ou Isabelle Blume et Brunfaut, à Bruxelles, n'étaient disposés à pardonner ni le néo-capitalisme du plan De Man ni le comportement des tenants du socialisme national envers le régime franquiste ; des francophiles comme Georges Truffaut, de l'Action wallonne, ou l'écrivain Louis Pierrard pour lesquels une neutralité refusant de désigner clairement la frontière menacée (celle de l'est) constituait une duperie voire une trahison ; des sociaux-démocrates peu enclins à accepter un « au-delà du marxisme » sous les auspices de *Leiding* et de son administrateur (ainsi Max Buset, Victor Larock, Camille Huysmans, Henri Rolin, Eugène Soudan, Louis De Brouckère, parmi les plus notoires) »<sup>46</sup>.

Quelques mois après le décès d'Émile Vandervelde, Henri De Man prend, le 24 mai 1939, les commandes d'une organisation en proie au doute et aux conflits. Avec l'invasion de la Belgique, le POB – comme parti – disparaît suite à la publication d'un manifeste collaborationniste d'Henri De Man. C'est en quelque sorte une nouvelle organisation qui verra le jour à la libération.

## Conclusion

Il y a 20 ans, surtout avec la parution de l'ouvrage de Marcel Liebman, s'était ouvert un débat sur le réformisme du POB. En fait le POB est réformiste dès sa création par des syndicats dont le seul objectif était d'obtenir des réformes favorables aux ouvriers. Critiquée souvent de l'intérieur et de l'extérieur, cette option sociale-démocrate a, fondamentalement, été peu contestée.

Le Parti ouvrier belge a de la sorte travaillé en deux temps. Toute son énergie a d'abord été déployée pour démocratiser le système politique. En d'autres termes, pour passer de l'État parlementaire à l'État de démocratie parlementaire.

Il a pour ce faire utilisé l'arme de la grève générale sous la pression de sa base ouvrière. Les grèves générales de 1893, de 1902 et de 1913 ont tout à la fois marqué les esprits en Belgique et dans le mouvement ouvrier. La transformation du régime s'est opérée lentement. Et 1893 marque une étape importante avec l'accession au suffrage universel masculin tempéré par le vote plural. Mais le POB échouera dans sa volonté d'instaurer le suffrage universel pur et simple. Il faut attendre le lendemain de la première guerre mondiale pour que le suffrage universel masculin soit promulgué.

Passé ce cap, le Parti ouvrier belge entre dans une phase : celle du « réformisme » économique et social. Avec l'accession dans l'entre-deux-guerres aux postes de pouvoir, l'ancrage économique et financier du Parti socialiste a changé de nature. Basé sur la coopération, puis sur les syndicats et les sociétés mutualistes, il accède petit à petit aux structures publiques et parapubliques. L'accession du parti ouvrier belge à l'Exécutif lui permet de réaliser le travail pour lequel il a somme toute été créé : adopter des réformes dans les domaines économique et social. Dans le contexte de l'après-première guerre mondiale, les pas en avant seront substantiels : réduction du temps de travail, scolarité minimale assurée, premières allocations de chômage, allocations familiales et, surtout, reconnaissance du

monde syndical comme acteur et interlocuteur. Cette progression a été rendue possible par la poussée sociale de l'après-1918, par la crainte d'une contagion révolutionnaire en provenance de la Russie soviétique<sup>47</sup> et à la faveur d'un contexte économique de reconstruction.

L'avènement de la crise économique en 1929 et ses conséquences dans les années 30 ébranleront cette mission. La force politique du monde du travail est en reflux. Les négociations sur l'instauration d'un système de sécurité sociale se paralysent et les marges de manœuvre sont minimales. C'est dans ce contexte de stagnation qu'il faut saisir l'adoption du plan du travail en décembre 1933. Mais ce plan ne sera jamais vraiment mis en application. La deuxième moitié des années 30 est marquée du sceau de l'« union nationale » comme en témoignent les gouvernements tripartites et de la relance du débat sur de nouvelles réformes en matières économique et sociale. La guerre empêchera leur aboutissement. Ce n'est en effet qu'à la libération qu'une étape nouvelle est franchie avec l'adoption du système de sécurité sociale en 1944.

## NOTES

1. Henri Pirenne, préface à la 1<sup>re</sup> édition de *Histoire de Belgique*, Bruxelles, 1900.
2. Benjamin Seebohm-Rowntree, *Land and Labour. Lessons from Belgium*, Londres, 1910.
3. John Bartier, *Naissance du socialisme en Belgique. Les saints-simoniens*, Bruxelles, Pac, 1985.
4. Yannis Thanassekos, Guy Desolre, « 1845-1848. Karl Marx, le marxisme et la Belgique », in *Contradictions*, n° 48, 1996.
5. John Bartier, « Proudhon et la Belgique », in Colloque de Bruxelles, *Actualité de Proudhon*, Bruxelles, 1967, éditions de l'Institut de sociologie de l'ULB, pp. 169-277 ; réédité in John Bartier, *Libéralisme et socialisme au XIX<sup>e</sup> siècle*, Bruxelles, éditions de l'Université de Bruxelles, 1981 ; Amédée Saint-Ferreol, *Les Proscrits français en Belgique ou la Belgique contemporaine vue à travers l'exil*, Paris, éditions Le Chevalier, 1872.
6. Voir Jan Moulaert, *Anarchie que ton règne arrive. Les mouvements anarchistes en Belgique*, Bruxelles, Quorum, 1996. L'auteur montre que la présence d'Éli-

- sée Reclus à Bruxelles au tournant du siècle n'exercera pas d'influence sur l'anarchisme belge mais bien sur le milieu intellectuel.
7. Ivo Rens, William Ossipow, *Histoire d'un autre socialisme. L'école colin-sienne 1840-1940*, Neuchâtel, éditions de la Baconnière, 1979.
  8. Michel Oukhow, *César De Paepé en de evolutie van anarchisme tot reformisme*, thèse de doctorat VUB, 1973 ; *Entre Marx et Bakounine. César De Paepé*, correspondance présentée et annotée par Bernard Dandois, Paris, Mas-péro, 1974.
  9. Robert Abs, *Vandervelde Émile*, Bruxelles, Labor, 1973 ; Janet Polasky, *Émile Vandervelde, le patron*, Bruxelles, Labor, 1995.
  10. Lettre de Louis Bertrand à James Guillaume (24 novembre 1877), réédité dans James Guillaume, *L'Internationale. Documents et souvenirs*, II, Paris, 1985, p. 300.  
Voir la notice de Jean Puissant dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier en Belgique*, Bruxelles, éditions Vie ouvrière, 1993, lettres A et B.
  11. D. Deweerdt, *De Belgische socialistische arbeidersbeweging op zoek naar eigen vorm 1872-1880*, Anvers, 1972.
  12. Jean Puissant, « POB et syndicats ou inversement », *Cahiers marxistes*, n°s 131-132, mars-avril 1885, pp. 22-30 ; Jean Puissant, « Le POB point de départ, étape ou aboutissement du mouvement ouvrier en Belgique », *CMB inform*, n° 97, mars-avril 1985, pp. 93-120 ; Maxime Steinberg, « La formation du POB et le ralliement de la classe ouvrière à la lutte politique 1882-1886 », *International Review of Social History*, n° VIII, 1963, pp. 198-215.
  13. Joël Michel, « La chevalerie du travail, force ou faiblesse du mouvement ouvrier belge », *Revue belge d'histoire contemporaine*, n°s 1-2, 1978, pp. 117-164.
  14. Jean Puissant, « La coopération en Belgique. Tentative d'évaluation globale dans la coopération : un des principaux piliers sociaux de l'organisation politique belge », *Revue belge d'histoire contemporaine*, n°s 1-2, 1991, pp. 31-72.
  15. Jan D'Hondt, « La préhistoire du mouvement syndical », *Problèmes*, n°s 7-8, 1948, pp. 393-437 ; Jean Neuville, *Naissance et croissance du syndicalisme*, 1, Bruxelles, éditions Vie ouvrière, 1979.
  16. Joël Michel, « La mutualité en Belgique jusqu'en 1914 », *Prévenir*, mai 1984, pp. 29-42.
  17. Jean Puissant, « L'œuvre gouvernementale du POB commence ou le POB à la conquête d'un substitut du pouvoir d'État (1884-1921) », *Politique communale*, Bruxelles, Crédit communal, 1993. Sur les discussions internationales à ce propos, voir P. Dogliani, « Il dibattito municipalizzazione in

- Europe dall'inizio del novecento alla prima guerra mondiale», dans Aldo Berseli (ed.), *La municipalizzazione nell'area Padana*, Milan, s.d.
18. Marcel Liebman, *Les Socialistes belges. 1885-1914. La révolte et l'organisation*, Bruxelles, éditions Vie ouvrière, 1979.
  19. A. Kittel, « Socialist versus Catholic in Belgium, the Role of Anticlericalism in the Development of the Belgian Left », *The Historian*, n° 4, pp. 418-435 ; Els Witte, « De Belgische vrijdenkers organisaties (1854-1914) », *Tidschrift voor de studie van de verlichting*, n° 2, 1977, p. 153.
  20. Emmanuel Gerard, Paul Wynants (éd.), *Histoire du mouvement ouvrier chrétien en Belgique*, Louvain, 1994, 2 volumes.
  21. Guy Van Schoenbeek, *De Wortels van de sociaal-democratie in Vlaanderen*. « *Le monde socialiste gantois* » en de *Gentsche socialisten voor de Eerste Wereldoorlog*, thèse de doctorat, université de Gand, 1992 ; « Il significato del Centro « Voo-ruit » nella storia del movimento operaio socialista a gand », in M. Degl'Innocenti (ed.), *Le case del popolo in Europa*, Florence, 1984, pp. 247-269.
  22. Voir les contributions belges dans les trois volumes d'actes de colloques édités par M. Degl'Innocenti : *Le case del popolo in Europa*, déjà cité (Guy Van Schoenbeek, Robert Flagothier) ; Jean Puissant, Robert Flagothier, « *Le imprese cooperative in Europa* », Pisa, 1986 ; Jean Puissant, « *Il movimento cooperativo nella storia d'Europa* », Milan, 1988 ainsi que le numéro spécial de la *Revue belge d'histoire contemporaine*, nos 1-2, 1991. En ce qui concerne la coopération chrétienne, voir Godfried Kwanten, *La naissance de l'entraide. L'histoire des coopératives chrétiennes de 1886 à 1986*, Bruxelles, 1987.
  23. Els Witte, René Depreter (ed.), *Histoire de l'épargne sociale*, Bruxelles, Labor, 1989.
  24. Arthur Duverger, *Le PSB et son programme*, Lyon, 1880 (extrait de *La Revue socialiste* de Benoît Malon).
  25. Jean Puissant, « L'œuvre gouvernementale... », *op. cit.*
  26. À ce propos concernant les mines, voir Ginette Kurgan et Jean Puissant, « *Industrial Relations in the Belgian Coal Industry since the End of the Nineteenth Century* », dans Gerald Feldman, Klaus Tenfeld (ed.), *Workers, Owners and Politics in Coalmining : an Industrial Comparison of Industrial Relations*, New York, Oxford, Munich (édition originale Munich, 1989) ; d'un point de vue plus général : Mieke Claeys - Van Haegendoren, *25 jaar belgisch socialisme. Evolutie van de verhouding van de belgische werklieden partij tot de parlementaire democratie in België van 1914 tot 1940*, Antwerpen, Standaard Wetenschappelijke Uitg., 1967.
  27. Guy Van Themsche, *Le chômage en Belgique de 1929 à 1940 : son histoire, son actualité*, Bruxelles, Labor, 1994.

28. Jean Neuville, *L'Évolution des relations industrielles. La lutte pour la maîtrise du temps. La conquête des huit heures et la revendication des quarante heures*, tome II, 1981, éditions Vie ouvrière, p. 22.
29. Guy Vanthemsche, *La Sécurité sociale. Les origines du système belge. Le présent face à son passé*, Bruxelles, De Boeck Université, 1994, p. 34.
30. Pascal Delwit, « Le pragmatisme du socialisme belge », in Marc Lazar (ed.), *La Gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, PUF, 1996, pp. 215-235, et Pascal Delwit, « Le Parti socialiste », in Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele (édité par), *Les Partis politiques en Belgique*, Bruxelles, éditions de l'Université de Bruxelles, 1996 (1<sup>re</sup> édition), pp. 23-42.
31. En 1967 encore, André Philip considérait toujours qu'il s'agissait du « livre qui est peut-être au point de vue doctrinal le plus important depuis *Le Capital* en 1867 ». André Philip, *Les Socialistes*, Paris, Seuil, 1969, p. 69.
32. Dans la préface à la première édition allemande, De Man précise qu'« en réalité, ce livre est un fragment d'autobiographie spirituelle ». Henri De Man, *Au delà du marxisme*, Paris, Seuil, 1974, p. 35.
33. *Ibid.*, p. 38.
34. *Ibid.*, p. 58.
35. Le titre originel en allemand est d'ailleurs *Zur Psychologie des Sozialismus*.
36. Henri De Man, *op. cit.*, p. 64.
37. *Ibid.*, p. 174.
38. *Ibid.*, p. 255.
39. Alain Bergougnieux, Bernard Manin, *La Social-Démocratie ou le Compromis*, Paris, PUF, 1979, p. 112.
40. Thomas T. Mackie et Richard Rose, *The International Almanac of Electoral History*, Londres, Macmillan, 1991 (third edition), pp. 43 et ssq.
41. Henri De Man, *Le Plan du travail*, Bruxelles, Labor, 1934, p. 1.
42. *Ibid.*, p. 6.
43. *Ibid.*, p. 18.
44. *Ibid.*, p. 12.
45. Serge Jaumain, *Industrialisation et sociétés (1830-1970). La Belgique*, Paris, Ellipses, 1998, pp. 64 et suivantes.
46. Jules Gérard-Libois, José Gotovitch, *L'An 40. La Belgique occupée*, Bruxelles, éditions du CRISP, 1971 (6<sup>e</sup> édition), p. 216.
47. Pascal Delwit, José Gotovich (edit.), *La Peur du Rouge*, Bruxelles, éditions de l'Université de Bruxelles, 1996.